

**Arrêté du 21 janvier 2016 portant nomination
d'une régisseuse de recettes et d'avances au centre pénitentiaire de Riom
NOR : JUSK1602455A**

La garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n°2005-1490 du 2 décembre 2005 relatif à l'organisation financière et comptable des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1981 modifié portant création d'un Bulletin officiel du ministère de la justice ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 décembre 2005 modifié habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des résidences administratives des directions régionales des services pénitentiaires et des services pénitentiaires d'insertion et de probation ainsi que des régies de recettes et d'avances chargées de la gestion des comptes nominatifs des détenus auprès des établissements pénitentiaires ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 2005 modifié portant institution de régies de recettes et de régies d'avances auprès des résidences administratives des directions régionales des services pénitentiaires et de la mission des services pénitentiaires d'outre-mer ainsi que des établissements pénitentiaires,

ARRÊTE

Article 1

Mme Valérie VINCENT, adjointe administrative, est nommée en qualité de régisseuse de recettes et d'avances au centre pénitentiaire de Riom à compter du 29 janvier 2016.

Article 2

Mme Valérie VINCENT est dispensée de cautionnement et perçoit une indemnité de responsabilité.

Article 3

La directrice de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par la directrice interrégionale des services pénitentiaires de Lyon en sa qualité d'ordonnatrice secondaire au comptable assignataire.

Fait le 21 janvier 2016.

Pour la ministre et par délégation,
Par empêchement de la directrice de
l'administration pénitentiaire,
Le sous-directeur du pilotage et de la sécurité
des services,

Stéphane BREDIN